

ROYAUME DE BELGIQUE
-----KONINKRIJK BELGIE

AVIS 33.883/4

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

ADVIES 33.883/4

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Président de la Chambre des représentants, le 23 juillet 2002, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur une proposition de loi "relative aux partis politiques et aux dépenses électorales engagées pour les élections des Chambres fédérales, et modifiant le Code électoral et les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973" (Doc. parl., Chambre, n° 50 1959/001), a donné le 14 octobre 2002 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 23 juli 2002 door de Voorzitter van de Kamer van volksvertegenwoordigers verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een wetsvoorstel "betreffende de politieke partijen en de verkiezingsuitgaven voor de verkiezingen van de federale Kamers en tot wijziging van het Kieswetboek en de op 12 januari 1973 gecoördineerde wetten op de Raad van State" (Parl. St., Kamer nr 50 1959/001), heeft op 14 oktober 2002 het volgende advies gegeven :

OBSERVATION GENERALE

La proposition de loi examinée vise à abroger la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des chambres fédérales, ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques et à la remplacer complètement.

La section de législation a été saisie récemment d'un grand nombre de propositions de lois et d'amendements visant à modifier cette loi :

- une proposition de loi modifiant le code électoral, la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des chambres fédérales, ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques, la loi du 11 avril 1994 organisant le vote automatisé, ainsi que la loi du 3 juillet 1971 relative à la répartition des membres des chambres législatives en groupes linguistiques et portant diverses dispositions relatives aux conseils culturels pour la communauté culturelle française et pour la communauté culturelle néerlandaise, déposée par MM. Hugo Coveliers, Claude Eerdekens, Daniel Bacquelaine, Dirk Van der Maelen, Mme Muriel Gerkens et M. Jef Tavernier (Doc. parl., Chambre, n° 50 1806/001, 2001-2002), ainsi que les amendements n°s 1 à 14 (Doc. parl., Chambre, n° 50 1806/003 et 004, 2001-2002), 33, 37, 41, 48, 49, 53 de M. Leterme et consorts (Doc. parl., n° 50 1806/007, 2001-2002), 66 de M. Leterme et consorts (Doc. parl., Chambre, n° 50 1806/011), 72, 73, 74 de M. Leterme et consorts (Doc. parl., n° 50 1806/012, 2001-2002), 75, 76, 79 de M. Leterme et consorts (Doc. parl., Chambre, n° 50 1806/013, 2001-2002), 81 de M. Langendries (Doc. parl., Chambre, n° 50 1806/013, 2001-2002) et le nouvel article 30 (Doc. parl., n° 50 1806/010, 2001-2002);
- une proposition de loi modifiant les lois électorales en ce qui concerne l'indication des partis politiques au-dessus des listes de candidats sur les bulletins de vote pour les élections des Chambres législatives fédérales, du Conseil régional wallon, du

.../...

Conseil flamand, du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale et du Conseil de la Communauté germanophone (Doc. parl., Chambre, n° 50 1647/007, 2001-2002) et amendements n°s 27 à 30, de MM. De Man et Tastenhoye (Doc. parl., Chambre, n° 50 1647/008, 2001-2002), n°s 31 et 32 de M. Langendries et consorts (Doc. parl., Chambre, n° 50 1647/009), n°s 33 à 37 du Gouvernement, n°s 38 à 41 de M^{mes} Van de Casteele et Van Weert et n° 42 de MM Leterme, Vanpoucke en Viseur (Doc. parl., Chambre, n° 50 1647/010, 2001-2002);

- une proposition de loi modifiant l'article 15ter de la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des chambres fédérales, ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques en vue de définir la procédure à suivre devant la section d'administration du Conseil d'Etat, déposée par MM. Raymond Langendries, Josy Arens et Jean-Jacques Viseur (Doc. parl., Chambre, n° 50 1837/001, 2001-2002);
- une proposition de loi modifiant les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, et l'article 15ter de la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des chambres fédérales, ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques, déposée par M^{me} Muriel Gerken et consorts (Doc. parl., Chambre, n° 50 1908/001, 2001-2002);
- une proposition de loi modifiant diverses lois relatives aux dépenses électorales, en ce qui concerne les cotisations versées par des mandataires politiques aux composantes de partis politiques, déposée par M. Jef Tavernier (Doc. parl., Chambre, n° 50 2000/001, 2001-2002).

La section de législation a déjà rendu les avis 33.402/4 du 24 mai 2002 (Doc. parl., Chambre, n° 50 1806/002, 2001-2002), 33.703/VR/4 des 26 juin 2002 et 2 juillet 2002 (Doc. parl., Chambre, n° 50 1806/005, 2001-2002), 33.886/2/V du 26 juillet 2002 (Doc. parl., Chambre, n° 50 1806/014, 2001-2002), 33.887/2/V du 26 juillet 2002

.../...

(Doc. parl., Chambre, n° 50 1806/015, 2001-2002) sur la première proposition et ses amendements et 33.755/4 du 3 juillet 2002 sur la seconde et ses amendements (Doc. parl., Chambre, n° 50 1647/011, 2001-2002).

L'adoption de la proposition examinée aura nécessairement pour effet de rendre sans objet ces modifications projetées de la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des chambres fédérales, ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques.

OBSERVATIONS PARTICULIERES

Dispositif

Article 2

1. Le paragraphe 1^{er}, 1° définit le parti politique comme étant "l'association de personnes physiques, dotée ou non de la personnalité morale, qui participe aux élections des Chambres fédérales, du Parlement européen ou des Conseils de région ou de communauté prévues par la Constitution, la loi et le décret, qui a au moins deux élus dans l'une des assemblées précitées et qui, dans les limites de la Constitution, de la loi du décret et de l'ordonnance, tente d'influencer l'expression de la volonté populaire de la manière définie dans ses statuts ou son programme et utilise ses moyens financiers uniquement à cette fin. Cette association perd sa qualité de parti politique si, pendant plus de cinq ans, elle n'a pas deux élus dans l'une des assemblées précitées".

Les développements de la proposition indiquent "les exigences sur le plan du contenu auxquelles doit satisfaire un parti politique restent inchangées. Seul le principe de finalité est nouveau. Les partis politiques ne peuvent utiliser les moyens financiers qui leur ont été alloués que pour réaliser leurs objectifs politiques".

L'ajout d'une condition relative à l'utilisation des moyens financiers pourrait être interprété comme ayant pour effet de faire perdre également la qualité de parti politique à l'association qui les utilise, fût-ce partiellement, à d'autres fins que celle d'influencer l'expression de la volonté populaire, ce qui ne semble pas être

.../...

l'intention de l'auteur de la proposition. Pour éviter toute ambiguïté, il est préférable de supprimer cette condition de la définition de parti politique pour en faire une condition d'utilisation de la dotation.

2. La définition des "composantes d'un parti politique" vise "les organismes, associations, groupements et entités régionales d'un parti politique, quelle que soit leur forme juridique, qui sont organisés jusqu'au niveau des circonscriptions électorales instituées pour les élections visées au 1° et qui sont directement liés à ce parti, (...)". La section de législation se demande si cette précision n'est pas redondante par rapport au sixième tiret de l'énumération qui vise "les entités constituées au niveau des circonscriptions électorales pour les élections des Chambres fédérales (, du Parlement européen) et des Conseils de communauté et de région et au niveau des provinces".

Pour éviter toute ambiguïté, le texte devrait être clarifié.

Article 5

Il conviendrait que le paragraphe 1^{er} prévoie qu'il s'agit des votes émis lors des dernières élections des Chambres fédérales, ce qui n'est pas précisé expressément alors qu'une telle précision figure dans les articles 4, § 1^{er}, et 7, § 3, de la proposition.

Article 7

Les montants X, Y et Z, qui ne sont, dans l'état actuel de la proposition, qu'exemplatifs, doivent être précisés.

.../...

Article 9

1. L'indice-pivot applicable au 1^{er} janvier 2002 doit être précisé dans le texte de la proposition.

2. En outre, il convient d'indiquer que la loi du 1er mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses dans le secteur public a été modifiée non seulement par l'arrêté royal n° 178 du 30 décembre 1982, mais également par l'arrêté royal du 24 décembre 1993 confirmé par la loi du 30 mars 1994, la loi du 2 janvier 2001 et la loi du 19 juillet 2001.

L'attention de l'auteur de la proposition est attirée sur le fait que l'énumération des dispositions modificatives entraîne comme conséquence de figer le texte à un moment précis de son évolution. Si telle n'est pas l'intention de l'auteur de la proposition, les modifications subies ne doivent pas être mentionnées.

La même observation vaut pour l'article 27 de la proposition.

Article 11

1. Le paragraphe 1^{er} de cette disposition prévoit pour les élections ordinaires une période de référence d'une durée maximale de six mois et d'une durée minimale de trois mois, prenant cours le 1^{er} janvier de l'année au cours de laquelle des élections sont organisées en application de l'article 105 du Code électoral pour se terminer le jour des élections. Les développements de la proposition de loi indiquent :

"Il s'agit d'un choix d'opportunité, étant donné que plusieurs partis ne souhaitent pas modifier la durée de la période de référence, qui est de trois mois avant les élections.".

.../...

MFS

- 8 -

33.883/4

.../...

L'article 105 du Code électoral dispose :

"La réunion ordinaire des collèges électoraux à l'effet de pourvoir au remplacement des représentants et sénateurs sortants a lieu le premier dimanche qui suit l'expiration d'un délai de quatre années prenant cours à la date à laquelle il a été procédé à la désignation des sénateurs cooptés lors de l'élection précédente.

Si le dimanche visé à l'alinéa précédent coïncide avec un jour férié légal, l'élection est remise au dimanche suivant."

La période de référence prévue ne peut débiter le 1^{er} janvier et avoir une durée maximale de six mois et une durée minimale de trois mois que si le jour des élections est postérieur au 31 mars et antérieur au 30 juin de l'année de référence. Or, il n'est pas impossible qu'il en aille autrement, par exemple si les élections précédentes ont été anticipées. Il convient dès lors de modifier la proposition pour prévoir une période de référence applicable quelle que soit la date des élections ordinaires.

2. Le paragraphe 3, 5°, de la proposition prévoit que ne sont pas considérées comme des dépenses électorales, "les dépenses engagées pour la diffusion à la radio ou à la télévision d'émissions électorales, à condition que leur nombre et leur durée soient déterminés en fonction du nombre de représentants des partis politiques au sein des assemblées législatives".

Dans son avis 23.246/9, donné le 15 avril 1994, le Conseil d'Etat a indiqué à propos d'une disposition identique :

"Une telle disposition ne serait pas juridiquement admissible si elle imposait aux partis politiques non représentés au sein des assemblées législatives l'imputation de telles dépenses de propagande électorale.

En effet, une discrimination non justifiée serait ainsi opérée entre les partis déjà représentés et ceux qui ne le sont point. (...)." ⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Doc. parl., Chambre, n° 1386/4, 1993-1994.

Article 12

Au paragraphe 1^{er}, 2°, l'expression "campagne commerciale par téléphone" n'est pas claire. Elle devrait être précisée.

Articles 15 et 16

La proposition de loi examinée entend remplacer les présidents des tribunaux de première instance par le président du comité de direction du service public fédéral de l'Intérieur et les gouverneurs de provinces et de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale pour l'établissement des rapports sur les dépenses électorales.

Les développements de la proposition de loi indiquent à cet égard :

"Afin de permettre à la Commission de contrôle d'exercer un contrôle plus ciblé, la présente proposition prévoit un premier contrôle administratif *prima facie* par les gouverneurs de province et les présidents du comité de direction du Service public fédéral de l'Intérieur. Il est prévu à cet égard qu'en ce qui concerne l'élection de la Chambre, les candidats placés en tête de liste et les autres candidats de la liste déclarent leur dépenses électorales à l'administration provinciale, tandis que les partis politiques, les organisations politiques et les candidats placés en tête de liste et les autres candidats de la liste pour l'élection du Sénat doivent remettre leurs déclarations au président du comité de direction précité. Les gouverneurs de province et le président de ce comité de direction vérifient, exclusivement sur la base des déclarations déposées, si un candidat a enfreint les dispositions légales relatives aux dépenses électorales et aux méthodes de campagne interdites. Ils ne disposent toutefois pas d'un pouvoir d'investigation et ne peuvent donc pas inviter les intéressés à leur fournir de plus amples renseignements. Ils peuvent, par exemple, constater qu'un candidat n'a pas déposé de déclaration, que les dépenses électorales qu'il a déclarées dépassent le montant maximal autorisé ou qu'il a effectué des dépenses électorales pour mener une campagne téléphonique commerciale interdite. Il ne leur est toutefois pas permis de déterminer si, par exemple, tel objet est un gadget ou non. Ce pouvoir d'interprétation appartient exclusivement à la Commission de contrôle, dont les décisions peuvent faire l'objet d'un recours en annulation devant le Conseil d'Etat."

.../...

Il n'est pas conforme aux principes qui gouvernent la relation entre les pouvoirs législatif et exécutif qu'une compétence de contrôle des campagnes électorales soit confiée à des agents relevant du pouvoir exécutif. En effet la législation examinée, relative aux dépenses électorales, à l'origine des fonds qui y ont été affectés et aux formes de campagne interdites, énonce des conditions dans lesquelles l'accès à un mandat politique est conféré par la voie de l'élection dans les chambres législatives; dès lors que la loi instaure un contrôle au profit d'une autorité autre qu'une institution relevant du pouvoir législatif ⁽²⁾, il ne peut être confié qu'à un organe présentant des garanties d'indépendance.

L'intervention dans le processus de contrôle des dépenses électorales des gouverneurs de province et de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale, qui sont, selon les articles 4 et 5 de la loi provinciale du 30 avril 1836, des commissaires du Gouvernement, et du président du comité de direction, collaborateur direct du Ministre de l'Intérieur, en lieu et place de magistrats, par définition indépendants du Gouvernement, porte atteinte à ces principes.

La proposition doit être fondamentalement revue sur ce point.

La même observation vaut pour les articles 45 à 47.

Article 19

Cette disposition prévoit deux sanctions distinctes, en cas de dépassement des montants maxima des dépenses et des engagements financiers afférents à la propagande électorale visés aux articles 3, § 1^{er}, et 7, en cas d'infraction aux règles

⁽²⁾ Cf. C.A., n° 20/2000, du 23 février 2000, cons. B.3 à B.6.

concernant les formes de campagnes interdites prévues à l'article 12, § 1^{er}, et en cas de non-respect de l'engagement, prévu à l'article 13, de déclarer les dépenses électorales et l'origine des fonds, l'une pour les partis politiques, l'autre pour les organisations politiques, suivant la distinction de l'article 2 de la proposition. Le parti politique concerné peut perdre la dotation pour une durée qui ne peut être inférieure à un mois, ni supérieure à quatre mois. Par contre, l'organisation politique perd pendant cinq ans le droit de faire usage du sigle qu'elle a précédemment utilisé.

La distinction entre l'organisation et le parti politiques repose sur le nombre d'élus, ce qui peut être considéré comme un critère objectif. Même s'il est difficile de comparer des sanctions de nature différente, il semble toutefois que l'interdiction d'utiliser un sigle pendant une durée de cinq ans est pour une organisation politique une sanction particulièrement grave qui est de nature à rendre singulièrement plus difficile sa progression dans le paysage politique.

En outre, le parti politique qui ne dispose pas de dotation est une catégorie qui échappe à toute sanction. En effet, pour être considéré comme parti politique, il suffit d'avoir deux élus dans l'une des assemblées, européenne, fédérales, communautaires ou régionales, ou même d'en avoir eu dans les cinq ans qui précèdent. Par contre, la dotation n'est prévue que pour les partis politiques qui sont représentés dans les deux chambres fédérales par au moins un parlementaire élu directement et qui ont inclus dans leur statuts ou dans leur programme un engagement de respecter les droits fondamentaux. Les partis politiques peuvent également y renoncer ou en être privés par décision du Conseil d'Etat.

La discrimination est manifeste entre le parti politique qui ne dispose pas d'une dotation et qui ne peut par conséquent faire l'objet d'une sanction et l'organisation qui n'en dispose pas davantage et qui peut être privée de son sigle pendant une durée de cinq ans. A cet égard, une organisation politique qui ferait usage de moyens prohibés et qui obtiendrait à la suite de ces manœuvres deux élus dans l'une des chambres devrait être considérée comme un parti politique, sans pour autant avoir droit à une dotation et ne pourrait faire l'objet d'aucune sanction. Si la même organisation, à la suite des mêmes

.../...

comportements, n'avait obtenu qu'un seul élu, elle pourrait se voir priver de son sigle pendant une durée de cinq ans.

La disposition doit être revue sur ce point.

La même observation vaut pour les articles 38 et 43 de la proposition.

Article 20

Cette disposition crée une infraction nouvelle applicable uniquement pour le candidat placé en tête de liste qui "aura engagé des dépenses électorales et pris des engagements en matière de propagande électorale au niveau national sans disposer d'un numéro national ni d'un sigle protégé" ⁽³⁾.

Dans son avis 22.033/9, donné le 18 décembre 1992 ⁽⁴⁾, le Conseil d'Etat a déjà souligné la difficulté de localisation de certaines dépenses électorales, telles que les dépenses afférentes aux communications audiovisuelles.

De plus, le candidat placé en tête de liste ne pourrait obtenir un quelconque avantage illicite d'une campagne qui viserait des circonscriptions électorales dans lesquelles des listes ne sont pas présentées par son parti. Même si un tel avantage existait, cela ne justifierait pas que seul le candidat placé en tête de liste puisse être sanctionné et non les autres candidats de la liste.

Article 26

Comme la section de législation l'a observé dans son avis 29.781/2 du 14 janvier 2000 sur un avant-projet devenu la loi du 18 avril 2000 modifiant les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, ainsi que la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, observation dont le législateur a d'ailleurs tenu compte, et comme elle l'a encore rappelé dans son avis 31.335/2, donné le 18 avril 2002 sur un projet d'arrêté royal "déterminant la procédure devant la section d'administration du Conseil d'Etat et devant la Cour de cassation en cas de plainte prévue par l'article 15ter de la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au

⁽³⁾ Article 20, § 1^{er}, b., 4^o de la proposition.

⁽⁴⁾ Doc. parl., Chambre, n° 808/5, 1992-1993.

contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des Chambres fédérales, ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques",

"L'article 160, § 1^{er}, de la Constitution précise :

«Il y a pour toute la Belgique un Conseil d'Etat, dont la composition, la compétence et le fonctionnement sont déterminés par la loi. Toutefois, la loi peut attribuer au Roi le pouvoir de régler la procédure conformément aux principes qu'elle fixe.».

Les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat contiennent un certain nombre de dispositions fixant soit des principes soit des règles secondaires concernant la procédure. Dans un souci de conformité avec l'article 160, § 1^{er}, précité, et de sécurité juridique, il est préférable d'habiliter le Roi expressément à déroger aux articles des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat auxquels les auteurs du projet entendraient apporter une dérogation dans l'arrêté d'exécution."

Compte tenu de l'article 160, § 1^{er} de la Constitution, qui réserve au législateur le pouvoir de fixer les principes de la procédure, il convient donc que la disposition examinée précise expressément quelles sont les dispositions auxquelles le Roi est habilité à déroger. A défaut, le législateur habiliterait le Roi à régler une matière que la Constitution lui réserve, ce qui ne saurait être admis, sauf à prévoir que les arrêtés royaux pris devraient être, dans un délai relativement court, confirmés par la loi.

Article 29

Telle qu'elle est rédigée, la disposition est sans objet puisqu'elle paraphrase l'article 174, alinéa 1^{er}, seconde phrase, de la Constitution.

A la différence de l'article 19, alinéa 2, de la loi du 4 juillet 1989, aucune disposition de la proposition ne prévoit la contribution de chacune des chambres législatives à la partie forfaitaire de la "dotation annuelle totale".

.../...

En outre, le texte serait mieux rédigé en précisant que les crédits nécessaires au paiement des dotations annuelles des partis sont à charge des dotations de la Chambre des représentants et du Sénat, chacun en ce qui le concerne ⁽⁵⁾.

Articles 32 et 33

Ces dispositions reprennent l'interdiction pour les personnes morales et les associations de fait de faire des dons à un parti politique prévue par l'article 16bis de la loi du 4 juillet 1989.

Le Conseil d'Etat, dans son avis 22.033/9, donné le 22 décembre 1992 ⁽⁶⁾, a observé, à propos de la disposition devenue l'article 16bis de la loi, qu'au regard de l'objectif de transparence poursuivi il ne peut être perdu de vue que les personnes physiques peuvent exercer les mêmes activités lucratives que les personnes morales.

Article 41

L'alinéa 4 dispose :

"La procédure ainsi que les modalités du contrôle et de l'audition des intéressés sont fixées par le règlement d'ordre intérieur de la Commission de contrôle."

La disposition reprend le texte de l'article 24, alinéa 4, de la loi du 4 juillet 1989, mais en ne précisant plus que le règlement d'ordre intérieur de la commission de contrôle est publié au Moniteur belge.

⁽⁵⁾ Le budget des dotations comprend en effet d'autres dotations et on ne voit pas comment les crédits nécessaires au paiement des "dotations annuelles des partis politiques" pourraient y être portés.

⁽⁶⁾ Doc. parl. Chambre, n° 808/5, 1992-1993.

Dans son avis 22.033/9, donné le 22 décembre 1992 ⁽⁷⁾, le Conseil d'Etat avait déjà précisé qu'il lui paraissait souhaitable que les éléments essentiels de la procédure de contrôle soient fixés par la loi et non par le règlement d'ordre intérieur de la commission.

Article 48

Les développements de la proposition présente cet article comme étant une simple adaptation légistique du texte actuel de l'article 119ter du Code électoral. En réalité, il apporte deux modifications substantielles à la disposition. D'une part, il permet l'écartement des listes et plus seulement des candidats. D'autre part, il sanctionne l'absence de l'acte d'acceptation et non plus l'absence de la déclaration relative au respect de la législation relative aux dépenses électorales.

Cette disposition peut être interprétée comme prévoyant l'écartement de toute la liste lorsqu'un des candidats n'a pas déposé un acte d'acceptation. Une telle sanction ne paraît pas proportionnée dans la mesure où il suffirait d'écarter le candidat défaillant.

Elle pourrait également être interprétée comme ne s'appliquant plus au candidat qui a déposé un acte d'acceptation sans y joindre la déclaration puisque cette dernière n'est plus visée, ce qui ne semble pas rencontrer la volonté de l'auteur de la proposition.

Ces ambiguïtés doivent être levées.

⁽⁷⁾ Doc. parl. Chambre, n° 808/5, 1992-1993.

OBSERVATIONS FINALES DE LEGISTIQUE

1. Il y a lieu de remplacer le code monétaire ISO "EUR" par le mot "euro" en toutes lettres et, le cas échéant, de l'accorder.

2. Il convient d'omettre les parenthèses et points de suspension du texte proposé.

ALGEMENE OPMERKING

Het onderzochte wetsvoorstel strekt ertoe de wet van 4 juli 1989 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezingen van de federale kamers, de financiering en de open boekhouding van de politieke partijen op te heffen en volledig te vervangen.

Aan de afdeling wetgeving zijn recentelijk een groot aantal wetsvoorstellen en amendementen voorgelegd die tot doel hebben deze wet te wijzigen :

- een wetsvoorstel tot wijziging van het kieswetboek, de wet van 4 juli 1989 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezingen van de federale kamers, de financiering en de open boekhouding van de politieke partijen, de wet van 11 april 1994 tot organisatie van de geautomatiseerde stemming, evenals de wet van 3 juli 1971 tot indeling van de leden van de wetgevende Kamer in taalgroepen en houdende diverse bepalingen betreffende de Cultuurraden voor de Nederlandse Cultuurgemeenschap en voor de Franse Cultuurgemeenschap, ingediend door de heren Hugo Coveliers, Claude Eerdeken, Daniel Bacquellaine, Dirk Van der Maelen, mevrouw Muriel Gerken en de heer Jef Tavernier (Gedr. St., Kamer, nr. 50 1806/001, 2001-2002), alsmede de amendementen nrs. 1 tot 14 (Gedr. St., Kamer, nr. 50 1806/003 en 004, 2001-2002), 33, 37, 41, 48, 49, 53 van de heer Leterme c.s. (Gedr. St., Kamer, nr. 50 1806/007, 2001-2002), 66 van de heer Leterme c.s. (Gedr. St., Kamer, nr. 50 1806/011), 72, 73, 74 van de heer Leterme c.s. (Gedr. St., Kamer, nr. 50 1806/012, 2001-2002), 75, 76, 79 van de heer Leterme c.s. (Gedr. St., Kamer, nr. 50 1806/013, 2001-2002), 81 van de heer Langendries (Gedr. St., Kamer, nr. 50 1806/013, 2001-2002) en het nieuwe artikel 30 (Gedr. St., Kamer, nr. 50 1806/010, 2001-2002);
- een wetsvoorstel tot wijziging van de kieswetgeving, wat betreft de vermelding van politieke partijen boven de kandidatenlijsten op de stembiljetten bij de verkiezingen van de federale Wetgevende Kamers, de Vlaamse Raad, de Waalse Gewestraad, de Brusselse Hoofdstedelijke Raad en de Raad van de Duitstalige Gemeenschap (Gedr.

.../...

St., Kamer, nr. 50 1647/007, 2001-2002) en de amendementen nrs. 27 tot 30 van de heren De Man en Tastenhoye (Gedr. St., Kamer, nr. 50 1647/008, 2001-2002), nrs. 31 en 32 van de heer Langendries c.s. (Gedr. St., Kamer, nr. 50 1647/009, 2001-2002), nrs. 33 tot 37 van de Regering, nrs. 38 tot 41 van mevrouw Van de Castele en mevrouw Van Weert en nr. 42 van de heren Leterme, Vanpoucke en Viseur (Gedr. St., Kamer, nr. 50 1647/010, 2001-2002);

- een wetsvoorstel tot wijziging van artikel 15ter van de wet van 4 juli 1989 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezingen van de federale kamers, de financiering en de open boekhouding van de politieke partijen, tot vaststelling van de voor de afdeling administratie van de Raad van State te volgen procedure, ingediend door de heren Raymond Langendries, Josy Arens en Jean-Jacques Viseur (Gedr. St., Kamer, nr. 50 1837/001, 2001-2002);
- een wetsvoorstel tot wijziging van de gecoördineerde wetten op de Raad van State van 12 januari 1973, alsook van artikel 15ter van de wet van 4 juli 1989 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezingen van de federale kamers, de financiering en de open boekhouding van de politieke partijen, ingediend door mevrouw Muriel Gerken c.s. (Gedr. St., Kamer, nr. 50 1908/001, 2001-2002);
- een wetsvoorstel tot wijziging van diverse wetten inzake verkiezingsuitgaven, wat de bijdragen van politieke mandatarissen aan componenten van politieke partijen betreft, ingediend door de heer Jef Tavernier (Gedr. St., Kamer, nr. 50 2000/001, 2001-2002).

De afdeling wetgeving heeft reeds de adviezen uitgebracht nrs. 33.402/4 van 24 mei 2002 (Gedr. St., Kamer, nr. 50 1806/002, 2001-2002), 33.703/VR/4 van 26 juni 2002 en 2 juli 2002 (Gedr. St. Kamer, nr. 50 1806/005, 2001-2002), 33.886/2/V van 26 juli 2002 (Gedr. St. Kamer, nr. 50 1806/014, 2001-2002), 33.887/2/V van 26 juli 2002 (Gedr. St. Kamer, nr. 50 1806/015, 2001-2002) over het eerste wetsvoorstel en de

.../...

amendementen erop en nr. 33.755/4 van 3 juli 2002 over het tweede en de amendementen erop (Gedr. St. Kamer, nr. 50 1647/011, 2001-2002).

De aanneming van het onderzochte wetsvoorstel zal noodzakelijkerwijs tot gevolg hebben dat deze voorgenomen wijzigingen van de wet van 4 juli 1989 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezingen van de federale kamers, de financiering en de open boekhouding van de politieke partijen doelloos worden.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

Dispositief

Artikel 2

1. In paragraaf 1, 1°, wordt een politieke partij als volgt omschreven : "de vereniging van natuurlijke personen, al dan niet met rechtspersoonlijkheid, die aan door de Grondwet, de wet en het decreet bepaalde verkiezingen voor de federale Kamers, het Europees Parlement of de Gewest- of Gemeenschapsraden deelneemt, ten minste twee gekozenen heeft in een van de voormelde assemblees en die, binnen de grenzen van de Grondwet, de wet, het decreet en de ordonnantie, de totstandkoming van de volkswil beoogt te beïnvloeden op de wijze bepaald in haar statuten of haar programma en haar financiële middelen uitsluitend daartoe aanwendt. Deze vereniging verliest haar hoedanigheid van politieke partij wanneer ze gedurende meer dan vijf jaar geen twee gekozenen heeft in een van de voormelde assemblees".

In de toelichting bij het wetsvoorstel wordt het volgende gesteld : "Aan de inhoudelijke vereisten waaraan een politieke partij dient te voldoen, wordt niet geraakt. Enkel het finaliteitsbeginsel is nieuw. Politieke partijen dienen de hun toegekende middelen uitsluitend aan te wenden voor de verwezenlijking van hun politieke doelstellingen."

De toevoeging van een voorwaarde inzake de aanwending van de financiële middelen kan in die zin worden uitgelegd dat dit tot gevolg heeft dat de vereniging die

.../...

deze middelen, zelfs gedeeltelijk, aanwendt voor andere doeleinden dan het beïnvloeden van de totstandkoming van de volkswil, de hoedanigheid van politieke partij verliest, wat niet de bedoeling van de steller van het wetsvoorstel lijkt te zijn. Om alle dubbelzinnigheid te voorkomen, is het verkieslijk dat deze voorwaarde in de omschrijving van politieke partij vervalt en dat ze wordt vervangen door een voorwaarde die betrekking heeft op de aanwending van de dotatie.

2. De "componenten van een politieke partij" worden gedefinieerd als "de instellingen, verenigingen, groeperingen en entiteiten van een politieke partij, ongeacht hun rechtsvorm, die georganiseerd zijn tot op het niveau van de kieskringen ingesteld voor de in het 1° bedoelde verkiezingen en die rechtstreeks verbonden zijn met die politieke partij, (...)". De afdeling wetgeving vraagt zich af of deze vermelding niet redundant is ten opzichte van het zesde streepje van de opsomming, namelijk : "de entiteiten georganiseerd op het niveau van de kieskringen voor de verkiezingen van de federale Kamers, (het Europees Parlement) en de Gemeenschaps- en Gewestraden en op het niveau van de provincies".

Om alle dubbelzinnigheid te weren, dient de tekst te worden verduidelijkt.

Artikel 5

In paragraaf 1 dient te worden bepaald dat het gaat om de stemmen uitgebracht tijdens de vorige verkiezingen van de federale Kamers, wat niet uitdrukkelijk wordt gepreciseerd, terwijl deze vermelding wel voorkomt in de artikelen 4, § 1, en 7, § 3, van het wetsvoorstel.

Artikel 7

.../...

De bedragen X, Y en Z, die bij de huidige stand van het wetsvoorstel slechts voorbeelden zijn, moeten worden gepreciseerd.

Artikel 9

1. Het spilindexcijfer dat op 1 januari 2002 van toepassing is, dient in de tekst van het wetsvoorstel te worden vermeld.

2. Bovendien moet worden aangegeven dat de wet van 1 maart 1977 houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk worden gekoppeld niet alleen gewijzigd is bij het koninklijk besluit nr. 178 van 30 december 1982, maar eveneens bij het koninklijk besluit van 24 december 1993, bekrachtigd bij de wet van 30 maart 1994, de wet van 2 januari 2001 en de wet van 19 juli 2001.

De aandacht van de steller van het ontwerp wordt erop gevestigd dat de opsomming van de wijzigingsbepalingen tot gevolg heeft dat de tekst wordt vastgelegd op een bepaald ogenblik van de totstandkoming ervan. Indien dit niet de bedoeling van de steller van het wetsvoorstel is, mogen de aangebrachte wijzigingen niet worden vermeld.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 27 van het wetsvoorstel.

Artikel 11

1. In paragraaf 1 van deze bepaling is in verband met de gewone verkiezingen sprake van een referentieperiode die ingaat op 1 januari van het jaar waarin met toepassing van artikel 105 van het Kieswetboek verkiezingen worden georganiseerd, welke periode maximaal zes maanden en minimaal drie maanden duurt en eindigt op de dag van de verkiezingen. In de toelichting bij het wetsvoorstel staat het volgende :

"Het gaat hier om een opportuniteitskeuze aangezien verschillende partijen er voorstander van zijn om de duur van de referentieperiode ongewijzigd te laten, d. w.z. drie maanden vóór de verkiezingen."

.../...

Artikel 105 van het Kieswetboek bepaalt het volgende :

"De gewone vergadering van de kiescolleges voor de vervanging van de aftredende volksvertegenwoordigers en senatoren heeft plaats de eerste zondag die volgt op het verstrijken van een termijn van vier jaar die ingaat op de dag waarop de gecoöpteerde senatoren zijn aangewezen bij de vorige verkiezing.

Indien de zondag genoemd in het vorige lid, samenvalt met een wettelijke feestdag, wordt de verkiezing tot de volgende zondag uitgesteld."

De vastgestelde referentieperiode kan alleen op 1 januari ingaan en maximaal zes maanden en minimaal drie maanden duren indien de dag van de verkiezingen valt na 31 maart en vóór 30 juni van het referentiejaar. Een andere gang van zaken is evenwel mogelijk, bijvoorbeeld als de vorige verkiezingen vervroegd zijn. Het wetsvoorstel dient derhalve te worden gewijzigd om te voorzien in een referentieperiode die, ongeacht de datum van de gewone verkiezingen, van toepassing is.

2. In paragraaf 3, 5°, van het wetsvoorstel wordt bepaald dat niet als uitgaven voor verkiezingspropaganda worden beschouwd "de uitzending over radio of televisie van verkiezingsprogramma's, op voorwaarde dat het aantal en de duur ervan worden bepaald op grond van het aantal vertegenwoordigers van de politieke partijen in de wetgevende vergaderingen".

In advies 23.246/9, gegeven op 15 april 1994, heeft de Raad van State in verband met een identieke bepaling op het volgende gewezen :

"Een zodanige bepaling zou juridisch onaanvaardbaar zijn indien ze de politieke partijen die in de wetgevende vergaderingen niet vertegenwoordigd zijn, zulke uitgaven voor verkiezingspropaganda aanrekent.

Aldus ontstaat immers een ongeoorloofde discriminatie tussen de reeds vertegenwoordigde partijen en die welke niet zijn vertegenwoordigd. (...)." ⁽¹⁾ .

⁽¹⁾ Gedr. St., Kamer, nr. 1386/4, 1993-1994.

Artikel 12

De woorden "commerciële telefooncampagnes" in paragraaf 1, 2°, zijn niet duidelijk. Ze dienen te worden verduidelijkt.

Artikelen 15 en 16

Het onderzochte wetsvoorstel strekt ertoe de voorzitters van de rechtbanken van eerste aanleg te vervangen door de voorzitter van het directiecomité van de federale overheidsdienst Binnenlandse Zaken en door de gouverneurs van de provincie en van het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad voor het opmaken van de verslagen over de verkiezingsuitgaven.

In de toelichting bij het wetsvoorstel staat in dit verband het volgende :

"Teneinde de Controlecommissie in staat te stellen een meer gerichte controle uit te oefenen, voorziet het voorstel in een eerste administratieve prima facie controle door de provinciegouverneurs en de voorzitter van het directiecomité van de federale overheidsdienst Binnenlandse Zaken. Daartoe wordt bepaald dat, wat de verkiezing van de Kamer betreft, de kandidaten en de eerstgeplaatsten van de lijst hun verkiezingsuitgaven aangeven bij het provinciebestuur, terwijl de politieke partijen, de politieke organisaties en de kandidaten en de eerstgeplaatsten van de lijst voor de verkiezing van de Senaat hun aangiften moeten indienen bij de voorzitter van het voormelde directiecomité. De provinciegouverneurs en de voorzitter van dit directiecomité gaan uitsluitend op grond van de ingediende aangiften na wie de wettelijke bepalingen inzake de verkiezingsuitgaven en de verboden campagnemethoden heeft overtreden. Zij beschikken echter niet over een onderzoeksbevoegdheid en kunnen de betrokkenen dus niet om nadere inlichtingen verzoeken. Zij kunnen bijvoorbeeld vaststellen dat een kandidaat geen aangifte heeft ingediend, dat de door hem of haar aangegeven verkiezingsuitgaven het toepasselijke maximumbedrag overschrijden of dat hij of zij verkiezingsuitgaven heeft verricht voor het voeren van een verboden commerciële telefooncampagne. Het is hen echter niet toegestaan te bepalen of een bepaald object bijvoorbeeld al dan niet een gadget is. Deze interpretatiebevoegdheid komt uitsluitend toe aan de Controlecommissie wier beslissingen vatbaar zijn voor een beroep tot nietigverklaring bij de Raad van State."

.../...

Dat een bevoegdheid om op verkiezingscampagnes controle uit te oefenen, wordt opgedragen aan ambtenaren die onder de uitvoerende macht ressorteren, is strijdig met de beginselen die de betrekking tussen de wetgevende en de uitvoerende macht regelen. De wetgeving die hier besproken wordt en betrekking heeft op verkiezingsuitgaven, op de herkomst van de geldmiddelen die daarvoor worden aangewend en op verboden vormen van campagnevoering, legt immers voorwaarden op waaronder een politiek mandaat wordt verleend bij wege van verkiezing in de wetgevende kamers. Wanneer bij de wet een controlebevoegdheid wordt verleend aan een instantie die geen instelling is die onder de wetgevende macht ressorteert ⁽²⁾, mag die bevoegdheid alleen worden opgedragen aan een orgaan dat garanties van onafhankelijkheid biedt.

Die beginselen worden geschaad doordat aan het proces tot controle van de verkiezingsuitgaven wordt meegewerkt door de provinciegouverneurs en door de gouverneur van het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad, die volgens de artikelen 4 en 5 van de provinciewet van 30 april 1836 commissarissen van de Regering zijn, en door de voorzitter van het directiecomité, die een rechtstreekse medewerker van de Minister van Binnenlandse Zaken is, en niet langer door magistraten, die per definitie onafhankelijk zijn van de Regering.

Het voorstel behoort op dit punt grondig te worden herzien.

Deze opmerking geldt eveneens voor de artikelen 45 tot 47.

Artikel 19

Deze bepaling voorziet in twee afzonderlijke sancties voor het overschrijden van de in de artikelen 3, § 1, en 7 vermelde maximumbedragen inzake uitgaven en financiële verbintenissen voor verkiezingspropaganda, voor het overtreden van de regels

⁽²⁾ Cf. Arbitragehof, arrest nr. 20/2000 van 23 februari 2000, overwegingen B.3 tot B.6.

betreffende de verboden vormen van campagnevoering, vermeld in artikel 12, § 1, en voor het niet naleven van de in artikel 13 bepaalde verbintenis tot aangifte van de verkiezingsuitgaven en van de herkomst van de geldmiddelen : een sanctie voor politieke partijen en een voor politieke organisaties, volgens het onderscheid dat in artikel 2 van het voorstel wordt gemaakt. De politieke partij in kwestie kan haar dotatie verliezen voor een periode die ten minste één en ten hoogste vier maanden duurt. Politieke organisaties daarentegen, verliezen voor een periode van vijf jaar het recht om gebruik te maken van het letterwoord dat zij voorheen gebruikten.

Het onderscheid tussen politieke organisatie en politieke partij steunt op het aantal gekozenen, wat als een objectief criterium kan worden beschouwd. Hoewel het moeilijk is sancties van verschillende aard met elkaar te vergelijken, blijkt evenwel dat het verbod om gedurende vijf jaar gebruik te maken van haar letterwoord voor een politieke organisatie een bijzonder zware sanctie is, die haar vooruitgang in het politieke landschap zeer sterk kan bemoeilijken.

Bovendien vormen politieke partijen die niet over een dotatie beschikken een categorie die aan elke sanctie ontsnapt. Om als politieke partij te worden aangemerkt is het immers al voldoende twee gekozenen te tellen in een van de volgende gremia : het Europees Parlement, de Kamer, de Senaat, of een gemeenschaps- of gewestraad, of tijdens de vijf voorgaande jaren te hebben gesteld. In een dotatie wordt daarentegen alleen voorzien ten behoeve van politieke partijen die in beide federale kamers ten minste één rechtsreeks verkozen parlamentslid tellen en in hun statuten of programma de verbintenis hebben opgenomen om de fundamentele rechten in acht te nemen. Politieke partijen kunnen ook afzien van de dotatie en hun dotatie kan hen ontnomen worden bij beslissing van de Raad van State.

Er is een kennelijke discriminatie tussen de politieke partij die niet over een dotatie beschikt en die bijgevolg geen sanctie kan oplopen en de politieke organisatie die evenmin over een dotatie beschikt, maar gedurende vijf jaar het recht kan worden ontzegd om gebruik te maken van haar letterwoord. Zo gezien zou een politieke organisatie die verboden middelen aanwendt en ten gevolge van die manoeuvres in een van de kamers

.../...

twee gekozenen zou verkrijgen, moeten worden beschouwd als een politieke partij, die weliswaar geen recht zou hebben op een dotatie maar waaraan geen enkele sanctie zou kunnen worden opgelegd. Als dezelfde organisatie naar aanleiding van dezelfde gedragingen slechts één gekozen had verkregen, zou ze gedurende vijf jaar het recht kunnen verliezen om gebruik te maken van haar letterwoord.

De bepaling behoort op dit punt te worden herzien.

Deze opmerking geldt eveneens voor de artikelen 38 en 43 van het voorstel.

Artikel 20

Bij deze bepaling wordt een nieuw strafbaar feit ingevoerd waaraan alleen de lijsttrekker zich schuldig maakt wanneer hij "niet beschikt over een nationaal lijstnummer en een beschermd letterwoord, (maar) uitgaven heeft verricht of verbintenissen heeft aangegaan voor verkiezingspropaganda op nationaal vlak" ⁽³⁾.

In advies 22.033/9, dat de Raad van State op 18 december 1992 heeft uitgebracht ⁽⁴⁾, heeft de Raad er reeds op gewezen dat localisatiemoeilijkheden kunnen rijzen bij de verdeling van sommige verkiezingsuitgaven, inzonderheid van uitgaven voor audiovisuele verbindingen.

Daarenboven zou de lijsttrekker geen enkel onwettig voordeel kunnen halen uit een campagne die betrekking heeft op kiesdistricten waarvoor zijn partij geen lijsten heeft ingediend. Zelfs als zulk een voordeel zou bestaan, zou zulks nog geen voldoende reden zijn om alleen aan de lijsttrekker en niet aan de andere kandidaten van de lijst een sanctie op te leggen.

⁽³⁾ Artikel 20, § 1, b., 4°, van het voorstel.

⁽⁴⁾ Gedr. St., Kamer, nr. 808/5, 1992-1993.

Artikel 26

De afdeling wetgeving heeft in advies 29.781/2, dat zij op 14 januari 2000 heeft uitgebracht over een voorontwerp dat geleid heeft tot de wet van 18 april 2000 tot wijziging van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, alsook de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen de volgende opmerking gemaakt, waarmee de wetgever overigens rekening heeft gehouden en welke opmerking zij herhaald heeft in advies 31.335/2 dat zij op 18 april 2001 heeft uitgebracht over een ontwerp van koninklijk besluit "tot regeling van de rechtspleging voor de afdeling administratie van de Raad van State en voor het Hof van Cassatie in geval van klacht als bedoeld in artikel 15ter van de wet van 4 juli 1989 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezingen van de federale Kamers, de financiering en de open boekhouding van de politieke partijen" :

"Artikel 160, § 1, van de Grondwet bepaalt :

«Er bestaat voor geheel België een Raad van State, waarvan de samenstelling, de bevoegdheid en de werking door de wet worden bepaald. De wet kan evenwel aan de Koning de macht toekennen de rechtspleging te regelen overeenkomstig de beginselen die zij vaststelt.».

De gecoördineerde wetten op de Raad van State bevatten een aantal bepalingen waarin ofwel beginselen, ofwel bijkomstige regels betreffende de rechtspleging worden vastgelegd. Ter wille van de overeenstemming met het voormelde artikel 160, § 1, en van de rechtszekerheid, is het verkieslijk de Koning uitdrukkelijk te machtigen om af te wijken van de artikelen van de gecoördineerde wetten op de Raad van State waarvan de stellers van het ontwerp zouden willen afwijken in het uitvoeringsbesluit."

Rekening houdend met artikel 160, § 1, van de Grondwet, dat aan de wetgever de bevoegdheid voorbehoudt om de beginselen van de rechtspleging te bepalen, behoort de onderzochte bepaling dus uitdrukkelijk voor te schrijven welke de bepalingen zijn waarvan de Koning mag afwijken. Zo niet, zou de wetgever de Koning machtigen een aangelegenheid te regelen die hem door de Grondwet wordt voorbehouden, wat niet

.../...

toegelaten zou kunnen worden, behalve indien bepaald wordt dat de genomen koninklijke besluiten binnen een relatief korte termijn bevestigd moeten worden door de wet.

Artikel 29

Zoals de bepaling is gesteld, is ze doelloos, aangezien ze artikel 174, eerste lid, tweede zin, van de Grondwet parafraseert.

In tegenstelling tot artikel 19, tweede lid, van de wet van 4 juli 1989 wordt in geen enkele bepaling van het voorstel voorzien in de bijdrage van elk van de wetgevende kamers tot het forfaitaire gedeelte van de "totale jaarlijkse dotatie".

De tekst zou voorts beter gesteld zijn als hij zou bepalen dat de kredieten die noodzakelijk zijn voor de betaling van de jaarlijkse dotaties aan de partijen ten laste vallen van de dotaties van onderscheidenlijk de Kamer van Volksvertegenwoordigers en de Senaat ⁽⁵⁾.

Artikelen 32 en 33

Deze bepalingen herhalen het verbod dat geldt voor rechtspersonen en feitelijke verenigingen om giften te doen aan een politieke partij, in welk verbod voorzien wordt door artikel 16bis van de wet van 4 juli 1989.

De Raad van State heeft in zijn advies 22.033/9, gegeven op 22 december 1992 ⁽⁶⁾, in verband met de bepaling die artikel 16bis van de wet geworden is, opgemerkt dat wat de beoogde doorzichtigheid betreft er rekening mee gehouden moet worden dat natuurlijke personen dezelfde winstgevende werkzaamheden kunnen uitoefenen als rechtspersonen.

Artikel 41

Het vierde lid luidt als volgt :

"De procedure en de nadere regels inzake de controle en het horen van de betrokkenen worden bepaald in het reglement van orde van de Controlecommissie."

⁽⁵⁾ De begroting der dotaties omvat immers andere dotaties en men ziet niet in hoe de kredieten die noodzakelijk zijn voor de betaling van de "jaarlijkse dotaties aan de politieke partijen" in die begroting zouden kunnen worden ingeschreven.

⁽⁶⁾ Gedr. St., Kamer, nr. 808/5, 1992-1993.

De bepaling neemt de tekst over van artikel 24, vierde lid, van de wet van 4 juli 1989, maar preciseert niet meer dat het huishoudelijk reglement van de Controlecommissie bekendgemaakt wordt in het Belgisch Staatsblad.

In zijn advies 22.033/9, gegeven op 22 december 1992 ⁽⁷⁾, heeft de Raad van State reeds gesteld dat het hem wenselijk leek dat de essentiële onderdelen van de controleprocedure bij wet zouden worden vastgesteld en niet door het huishoudelijk reglement van de commissie.

Artikel 48

In de toelichting bij het wetsvoorstel wordt dit artikel voorgesteld als een loutere juridisch-technische aanpassing van de huidige tekst van artikel 119ter van het Kieswetboek. In feite brengt het twee substantiële wijzigingen aan in die bepaling. Enerzijds maakt het de afwijzing mogelijk van lijsten en niet meer alleen van kandidaten. Anderzijds voorziet het in een sanctie voor het uitblijven van de akte van bewilliging, maar niet meer voor het uitblijven van de verklaring aangaande de naleving van de wetgeving op verkiezingsuitgaven.

Deze bepaling kan zo worden geïnterpreteerd dat zij voorziet in de afwijzing van heel de lijst wanneer een van de kandidaten geen akte van bewilliging heeft ingediend. Zulk een sanctie lijkt overdreven in die zin dat het voldoende zou zijn om de kandidaat af te wijzen die tekortschiet.

Ze zou ook zo geïnterpreteerd kunnen worden dat ze niet meer van toepassing is op de kandidaat die een akte van bewilliging heeft ingediend zonder er de verklaring bij te voegen, aangezien deze laatste niet meer vermeld wordt, hetgeen niet lijkt overeen te stemmen met de wil van de indiener van het wetsvoorstel.

Deze onduidelijkheden moeten worden weggewerkt.

⁽⁷⁾ Gedr. St., Kamer, nr. 808/5, 1992-1993.

CDC

- 37 -

33.883/4

.../...

SLOTOPMERKINGEN VAN WETGEVINGSTECHNISCHE AARD

1. De ISO-code "EUR" behoort vervangen te worden door het voluit geschreven woord "euro".

2. In de voorgestelde tekst behoren de haakjes en de gedachtenpuntjes te worden weggelaten.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Madame
Mevrouw

M.-L. WILLOT-THOMAS,

président de chambre,
kamervoorzitter,

Messieurs
de Heren

P. LIÉNARDY,
P. VANDERNOOT,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

J. van COMPERNOLLE,
B. GLANSDORFF,

assesseurs de la section de législation,
assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame
Mevrouw

C. GIGOT,

greffier,
griffier.

Le rapport a été présenté par M. L. DETROUX, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. M. JOASSART, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. L. DETROUX, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. M. JOASSART, adjunct-referendaris.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. LIÉNARDY.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRÉSIDENT - DE VOORZITTER,

C. GIGOT

M.-L. WILLOT-THOMAS